



« UN PROJET DE COOPÉRATION POUR PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE ET LE TOURISME RESPONSABLE »

Salcedo, République Dominicaine

Période de mise en œuvre : 2004-2008 | Étude de cas rédigée en 2010

La politique « La Route du café » consiste à mettre en valeur les potentialités du territoire et des chaînes de production dans le but de réduire le dépeuplement des zones de montagne et la migration vers les grandes villes. Ceci a été possible grâce aux projets de mise en valeur du territoire développés dans le cadre de la coopération décentralisée entre la province d'Arezzo (Toscane, Italie) et la province de Salcedo. Le dépeuplement qui a frappé la province de Salcedo dès les années 1980 à la suite de la crise du café était semblable à la situation subie dans la région de Toscane dans les années 1960. Compte tenu de l'impossibilité du secteur agricole toscan de maintenir une certaine compétitivité du fait de la petite dimension des exploitations et du coût élevé de la main-d'œuvre, les institutions toscanes ont adopté une stratégie visant à l'amélioration qualitative des produits comme l'huile et le vin.



L'**Observatoire villes inclusives** a été lancé en 2008 par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains dans le but de créer un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale. L'initiative a été développée avec le soutien scientifique du professeur Yves Cabannes (University College London) et du Centre d'études sociales (CES) de l'université de Coimbra. À l'heure actuelle, l'Observatoire contient plus de soixante études de cas développées principalement entre 2008 et 2010. Bien que nombre de ces études fassent référence à des politiques déjà finalisées, elles ont encore beaucoup à offrir : de la capitalisation des connaissances acquises par d'autres gouvernements locaux à la découverte de moyens alternatifs pour relever les défis locaux sur l'inclusion sociale.

Contexte

Contexte local

La République dominicaine est divisée en 3 macro-régions, 10 régions de développement et 31 provinces. Salcedo est l'une des 31 provinces. Elle est située au centre-nord du pays et occupe une superficie de 440,4 km², elle est la plus petite province de la République dominicaine. Avec quatre autres provinces (Duarte, María Trinidad Sánchez, Samaná et Sánchez Ramírez), elle constitue la région du Cibao Oriental (ONE 2002). La province a été créée en 1952 sous la dictature de Rafael Leónidas Trujillo et, en 2007, elle a été rebaptisée du nom de Hermanas Mirabal, en mémoire des trois sœurs Patria, Minerva et María Teresa Mirabal de Salcedo qui, s'opposant fermement à la tyrannie de Trujillo, ont été persécutées et assassinées le 25 novembre 1960.

Le territoire de la province comprend une zone montagneuse au Nord d'une altitude maximale de 800 mètres au-dessus du niveau de la mer, appelée communément la *Loma*, et une zone plane au Sud. Son sol est l'un des plus fertiles du pays car sa morphologie et son climat tropical favorisent les cultures, notamment du café et du cacao. L'économie de la province est basée essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, les principales cultures étant le café, le cacao, la banane et les fruits.

Contexte gouvernemental et décentralisation

La République dominicaine est une démocratie représentative. Elle occupe environ les deux tiers de l'île d'Hispaniola, en mer des Caraïbes, Haïti occupant le tiers ouest de l'île. Sa population est d'environ 10 millions d'habitants, et la Banque mondiale définit son économie comme une économie de revenus moyens élevés (Banque mondiale, 2009), bien que caractérisée par une distribution très inégale de la richesse.

Avec un produit national brut par habitant de 8 273 dollars américains, le pays se place en-dessous de la moyenne du PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes. 48,5% de la population vit dans une situation de pauvreté générale, 4,25% desquels vivent dans des conditions de pauvreté extrême, c'est-à-dire avec des revenus moyens inférieurs à 1,25 dollars par jour. En outre, 11% des ménages souffrent d'une pauvreté multidimensionnelle, c'est-à-dire qu'ils ont des revenus supérieurs à 1,25 dollars par jour, mais subissent des précarités et limitations multiples (UNDP 2010).

Après les trente années de dictature sanglante de Trujillo (1930-1961), suivis d'une période d'instabilité politique, la République dominicaine s'est dotée ces dernières décennies d'un modèle démocratique basé sur des élections libres et des institutions indépendantes.

Le système politique se caractérise par la centralisation du pouvoir autour du Président de la République, auquel est octroyé un pouvoir extraordinaire non par la Constitution, mais par des lois de procédure héritées d'une époque dictatoriale où la concentration du pouvoir était absolue. Cette situation ne correspond pas au nouveau modèle démocratique. Le système politique peut être considéré comme stable depuis la fin de la dictature de Trujillo et l'instauration de la démocratie. Même si, après Trujillo il n'y a pas eu de gouvernement militaire à proprement dits, des gouvernements autoritaires se sont succédés pendant 22 ans pour seulement 10 années de gouvernement démocratique. La stabilité politique du pays s'est basée en réalité sur une alternance très limitée du pouvoir central, sans renforcement réel de la démocratie. Les faiblesses des institutions sont le fruit d'un système qui n'a pas été en mesure de diminuer les inégalités sociales et de créer des institutions solides (UNDP 2008).

C'est grâce à l'intervention des ONG et des organismes internationaux que le pays a pu bénéficier, au cours de ces 20 dernières années, de certains efforts de décentralisation, comme le transfert aux municipalités d'un pourcentage plus élevé des ressources (4% des recettes ordinaires conformément à la loi 17 de 1997) et la réforme constitutionnelle de 1994, qui prévoit une séparation des élections présidentielles, législatives et municipales (UNDP 2007). En outre, la loi 176-07 stipule la promotion de la participation citoyenne par le biais du budget participatif municipal (PPM) – suivant le modèle de Porto Alegre de 1989 –, la transparence municipale, la gestion territoriale et la planification stratégique.

La Constitution dominicaine établit uniquement deux niveaux de gouvernement : central et municipal. Les autres démarcations ne sont que des subdivisions du niveau central (régions, provinces et districts municipaux) ou du niveau municipal (sections et contrées). Le Conseil municipal, organe du gouvernement municipal, possède une autonomie politique, fiscale, administrative et fonctionnelle, un patrimoine propre et gère les intérêts de la collectivité locale (UNDP 2008).

Le premier gouvernement de Fernández (1996-2000) a soutenu la décentralisation à l'échelle provinciale, tandis que le gouvernement de Mejía (2000-2004) a favorisé une stratégie de décentralisation à l'échelle régionale, sans pour autant la doter des outils adéquats. Dans cette optique, pendant les années 1990 ont été mises en place des structures opérationnelles telles que les Offices techniques provinciaux (OTP), des organes d'orientation et de conseil, comme les Conseils provinciaux de Développement (CPD), qui établissaient l'échelon provincial comme un niveau intermédiaire entre le niveau central et le niveau municipal. En 2006 sont nés les Conseils régionaux de Développement (CRD), structures de coordination à l'échelle régionale. De manière générale, la situation est extrêmement confuse (Coletti 2008).

En 1991, à l'initiative des autorités locales, est créé à Salcedo l'Office technique provincial (OTP) dans le but de planifier le développement du territoire et, en 1995, est créé le Conseil provincial du Développement (CPD), rassemblant les organismes publics et les organisations sociales de la province en vue de lancer une consultation sur les questions du développement régional. L'OTP de Salcedo est la première institution responsable du développement territorial en République dominicaine. Le modèle a été plus tard reproduit à l'échelle nationale avec la création de trente OTP rattachés à l'Office de Planification nationale (ONAPLAN). Sous le gouvernement d'Hipólito Mejía, presque tous les OTP ont disparu. Celui de Salcedo est toujours actif, bien qu'il ait perdu son caractère public et qu'il soit devenu une ONG locale (Coletti 2008).

Échelon du gouvernement de mise en œuvre de la politique : Provincial

Contexte social

Au cours des années 1980 et 1990, une suite de facteurs tels que la suppression du chemin de fer et la construction de l'autoroute Duarte, le développement d'autres centres urbains proches de Salcedo, comme La Vega, San Francisco de Macorís, Moca et Santiago, le développement de zones franches et la chute des prix des produits agricoles ont provoqué l'isolement progressif de la province, qui est devenue une région d'exode de main-d'œuvre. À tout cela est venu s'ajouter la chute des cours du café et l'augmentation de la migration, entraînant l'abandon de la province et une dégradation progressive du sol. Malgré tout, la première source de revenus des ménages de la province est toujours l'agriculture, suivi de près par les contributions issues des membres des familles ayant émigré (Coletti 2008).

La zone la plus touchée par le phénomène migratoire est la *Loma* de la municipalité de Salcedo, zone traditionnelle des cultures du café. Signalons que dans la décennie des années 1990 la population de la province est passée de 99 854 habitants (Recensement 1993) à 96 356 habitants (ONE 2002) et que, sur la même période, la municipalité de Salcedo a perdu 5 278 habitants (plus que la moyenne provinciale). Ci-dessous sont analysées les données démographiques de la municipalité de Salcedo au cours des 50 dernières années :

	1960	1970	1981	1993	2002
Pop. totale :	36 240 hab.	40 142 hab.	44 718 hab.	45 788 hab.	40 510 hab.
Pop. urbaine:	6 818 hab.	11 459 hab.	10 828 hab.	12 775 hab.	11 994 hab.
Pop. rurale :	29 430 hab.	28 683 hab.	33 890 hab.	33 013 hab.	28 516 hab.

La population totale de la municipalité, selon les données provinciales, n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960 jusqu'aux années 1980. Néanmoins, à partir des années 1970, l'on observe une légère chute de la population rurale, due, en partie, à la migration vers la zone urbaine de la municipalité. Depuis les années 1980, la diminution de la population s'est accentuée, notamment dans les zones rurales, suivies des zones urbaines (Données : CONAU 1999 et ONE 2002).

À l'heure actuelle, la population rurale constitue 70% environ et la population urbaine représente 30% de la population totale. La population de la province est essentiellement jeune : 57% des personnes sont âgées de moins de 29 ans, alors que la population de plus de 60 ans est de 12%. Les femmes de plus de 12 ans représentent 73,4% de la population féminine et 37% de la population totale provinciale, la moyenne des enfants nés vivants par femme étant de 2,76. Sur un total de 87 005 personnes de plus de 5 ans, 18% sont illettrés. La zone rurale de la province concentre le plus fort pourcentage d'illettrisme qui touche principalement les femmes. La population inactive comprend 46% des plus de 10 ans et la population active représente également 46%, avec une grande différence de genre, puisque les hommes ayant un emploi sont deux fois plus nombreux que les femmes. Les activités qui concentrent l'emploi sont l'agriculture et l'élevage, employant 39% de la population active; les activités artisanales emploient 15% de la population active ;le commerce, 13% et les services sociaux, municipaux et personnels 7% (ONE 2002).

La politique décrite ci-dessous constitue une importante intervention de soutien aux familles paysannes et vise à inverser la tendance à l'abandon des zones montagneuses de Salcedo, dans un cadre de sauvegarde et de valorisation des ressources du territoire et de l'identité locale.

Description complète – Présentation de la politique

La politique consiste à mettre en valeur les potentialités du territoire et des chaînes de production dans le but de réduire le dépeuplement des zones de montagne et la migration vers les grandes villes. Cet objectif a été atteint grâce à des projets de mise en valeur du territoire développés dans le cadre de la coopération décentralisée entre la province toscane d'Arezzo (Italie) et la province de Salcedo.

Le processus de dépeuplement qui a touché la province de Salcedo dès les années 1980, notamment à la suite de la crise du café, présentait des similitudes avec celle qui avait frappé la région de la Toscane dans les années 1960. Compte tenu de l'impossibilité du secteur agricole

toscan de maintenir une certaine compétitivité du fait de la petite dimension des exploitations et du coût élevé de la main-d'œuvre, les institutions toscanes ont adopté une stratégie visant à l'amélioration qualitative des produits comme l'huile et le vin. Cette stratégie, cristallisée autour de l'expérience de la *Strada del Vino*, a donné des résultats inédits en termes économiques, environnementaux et culturels en favorisant le développement durable et la valorisation du territoire et de l'identité locale.

Ces acquis ont contribué à améliorer la situation d'une autre réalité rurale : celle de la montagne de Salcedo. En 1994 un processus de coopération décentralisée entre les deux territoires s'est enclenché, et dès 2004 a pu être mis en place, dans la petite ville dominicaine, un projet de tourisme responsable semblable à la *Strada del Vino*, appelé *La Route du café*, en lien étroit avec les actions développées dans le secteur du café pour améliorer la qualité du produit.

La stratégie consiste à redynamiser le territoire rural par le biais d'une revalorisation de la chaîne de production et de distribution et de la création d'un lien direct entre le producteur et le consommateur. La *route* est un itinéraire de tourisme responsable basé sur un programme de protection et de mise en valeur de l'identité culturelle qui cherche à répondre aux besoins de diversification des revenus de la communauté paysanne, trop dépendante des avatars du marché international du café.

Antécédents / origines

Salcedo est en marge des circuits touristiques de l'île, et sa dépendance à la culture du café la rend très vulnérable aux oscillations du marché. Di fait de la nature aléatoire du prix du café et de l'effondrement des prix dû à la rupture des accords internationaux, une grande partie des plantations de café a été transformée en pâturages.

La déforestation arbitraire a eu des effets catastrophiques sur l'environnement. L'effondrement du prix du café a entraîné l'appauvrissement progressif de la communauté paysanne. Ces déséquilibres ont eu d'importantes retombées sociales, notamment une émigration de la campagne vers les villes et les côtes, la déstabilisation de la matrice agraire des populations et la perte de leur identité culturelle.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la vaste expérience de coopération décentralisée entre Arezzo et Salcedo qui a démarré en 1994 dans le cadre des programmes de santé, d'environnement et de lutte contre la pauvreté, financés par le gouvernement italien et, plus tard, étendus aux secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du tourisme responsable.

Objectifs de la politique

Le projet *La Route du café* a pour objectif général de limiter le dépeuplement des montagnes de Salcedo et la migration vers les grandes villes, en créant des sources de revenus complémentaires pour les familles paysannes dans une perspective de mise en valeur du patrimoine territorial. L'intervention vise à la sauvegarde du territoire de Salcedo, à la conservation de ses spécificités biologiques, à la promotion de modes économiques de subsistance diversifiés, qui le protègent et dont la gestion soit assurée par des acteurs locaux.

L'objectif visant à accroître les revenus des ménages est atteint grâce à la hausse des prix de vente du café, à l'amélioration de la qualité du produit et au renforcement des capacités organisationnelles, productives et commerciales des associations de producteurs agraires locaux. De même, la diversification des revenus des ménages est une réalité grâce à la création d'une offre touristique responsable.

La mise en œuvre du projet a entraîné une amélioration des capacités de planification et de gestion du territoire par les administrations locales, plus précisément dans leur rôle de promoteurs du développement socio-économique et culturel du territoire.

L'entrée de nouveaux acteurs et compétences dans le projet a permis d'élargir progressivement le potentiel de l'intervention et d'y inscrire de nouveaux objectifs. Deux exemples sont la participation du Conseil pour la protection du sol, qui a permis d'améliorer les capacités locales sur les questions d'ordre hydrogéologique, et la collaboration avec le département d'Urbanisme de l'Université de Florence, qui a permis de mettre en valeur les ressources culturelles du territoire en vue de sa promotion touristique, en mettant l'accent sur les éléments historico-architecturaux.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

La première année du projet (2004), trois manières possibles de promouvoir un tourisme durable (l'une thématique sur le café et deux liées au grand intérêt naturel) et de créer des installations d'accueil touristique, ont pu être identifiées en collaboration avec les partenaires locaux. Dans cette première phase la formation des opérateurs touristiques locaux a démarré à l'occasion d'une mission en Italie qui leur a permis de connaître des expériences de mise en valeur et de promotion du territoire qui s'étaient avérées très efficaces en Toscane (Codep 2005).

L'année 2005 a marqué le début des travaux de signalétique des sentiers, de la rénovation des maisons pour l'hébergement des visiteurs et la création du Musée du Café (Udocep 2006).

Les opportunités d'échange de connaissances se sont multipliées entre les producteurs locaux de Salcedo et les producteurs de la *Strada del Vino* en Toscane, ainsi qu'entre les opérateurs touristiques de *La Route du café* et les opérateurs naturalistes des parcs nationaux de la République dominicaine.

Plus tard, la présence de touristes étrangers sur le territoire a imposé le besoin de formation linguistique, tout d'abord des guides et ensuite de la communauté (Ucodep 2007).

Au cours de la dernière année – 2007 -, le projet a été étoffé par la mise en route des expériences de diversification des cultures et la construction et la réforme des structures pour l'élevage de volaille de basse-cour pour la subsistance des habitants de la *Loma* (Ucodep 2008).

Agents concernés, bénéficiaires et processus participatifs

Agents concernés

Plusieurs institutions et organisations sont impliquées dans le processus de coopération décentralisée entre les deux territoires. En Toscane le Comitato Aretino per la Cooperazione Decentrata avec la République dominicaine, est un organisme sans but lucratif constitué d'associations, d'institutions (Conseil général, Conseil municipal, etc.), organisations et entreprises de la province d'Arezzo qui partagent la volonté de promouvoir des initiatives d'échange, de développement local et de coopération entre Arezzo et la République dominicaine. Parmi les partenaires dominicains, citons l'Oficina Técnica Provincial (OTP) de Salcedo, l'Association Coscafe, le district scolaire de Salcedo et la municipalité de Salcedo.

Le principal promoteur du projet est la province d'Arezzo. Le principal partenaire local est l'OTP et le travail a été mené en partenariat avec les communautés rurales de la *Loma*. À Arezzo, de nombreux acteurs locaux ont participé au projet. Tout d'abord, les administrations locales et la principale ONG d'Arezzo, Ucodep, qui, au fil du temps, a assumé un plus grand leadership grâce au développement de ses compétences en matière de coopération internationale.

Plus tard d'autres organismes du territoire arétin non liés au milieu associatif se sont également impliqués, comme, par exemple, l'entreprise de torréfaction de café Caffè River, qui s'est chargée de commercialiser le café Jamao, produit dans la montagne de Salcedo. De même, des entités régionales externes à la province d'Arezzo et ayant des compétences dans des secteurs spécifiques se sont impliquées, comme la Comunità Montana del Casentino, l'Université de Sienne et l'Université de Florence. Enfin, il convient de souligner la participation au projet du Comité arétin de l'Association des Dominicains d'Arezzo. En réalité, la présence d'une importante communauté de migrants dominicains à Arezzo a été l'une des raisons qui ont encouragé le comité à mettre en route un projet pilote de coopération décentralisée avec la République dominicaine (Coletti 2008).

Bénéficiaires

Toute la communauté de Salcedo bénéficie de cette intervention grâce à une meilleure gestion des ressources locales et à leur mise en valeur, ainsi que d'une meilleure prévention des risques. Parmi les bénéficiaires directs, signalons, en premier lieu, les associations de producteurs de café et les travailleurs intégrés dans le cycle de la collecte et de la transformation du café. De même, des guides et des opérateurs touristiques locaux ont bénéficié de formations en matière de normes de qualité de l'accueil touristique. A ces derniers, il faut ajouter les élèves de l'enseignement primaire qui ont été sensibilisés aux questions environnementales ainsi que les familles d'artisans de la communauté paysanne et les familles qui hébergent les touristes, qui ont reçu des financements pour l'amélioration des installations d'hébergement et l'offre de services privés. Les fonctionnaires et les employés des institutions locales ont approfondi leurs compétences professionnelles grâce à l'échange de connaissances avec la province d'Arezzo. D'autres bénéficiaires sont les restaurateurs et autres acteurs économiques locaux ayant adhéré au réseau *La Route du café*. Il faut souligner que les adolescents d'Arezzo participant aux camps de travail volontaire et, la communauté arétine dans son ensemble, ont, d'une manière générale, tissé des liens avec une réalité différente de la leur, ce qui a favorisé une forte sensibilisation au développement des pays de l'hémisphère sud (Ucodep 2005-2009).

Processus participatifs mis en œuvre

L'expérience de partenariat entre Arezzo et Salcedo, impliquant la participation de différents niveaux institutionnels et de la société civile, constitue un exemple intéressant de coopération décentralisée entre les territoires, à partir d'une approche de participation de la communauté à son développement.

Les décisions politiques et stratégiques ont été adoptées et mises en œuvre en commun lors de tables de réflexion rassemblant différents acteurs du territoire. La coordination a été participative, en impliquant tous les acteurs concernés par le biais d'une série de formules diverses (comités, coordinations, etc.). Les activités sur le terrain ont été coordonnées par l'ONG Ucodep, ainsi que par les partenaires locaux et les techniciens/fonctionnaires des administrations locales qui ont mis à disposition des compétences spécifiques. Les activités technico-scientifiques ont été confiées à des experts du territoire (universités, entreprises, etc.).

Afin d'impliquer le plus possible les partenaires dominicains, des réunions trimestrielles avec les bénéficiaires et des réunions bimestrielles avec les interlocuteurs ont permis de dresser un bilan conjoint du déroulement des activités et de l'amélioration de leur exécution.

Dans la province de Salcedo, l'Office technique provincial est fortement impliqué dans les activités auxquelles il a collaboré aussi bien sur le plan organisationnel et technique que sur celui de la programmation.

La relation de coopération décentralisée a permis de mettre en place des activités de bénévolat et de coopération entre les jeunes italiens et les jeunes de Salcedo.

La sensibilisation des enfants de deux écoles primaires de Salcedo sur la défense de l'environnement et de l'identité locale constitue également une activité importante. Le programme comprenait une randonnée sur le sentier *El cafetal*, accompagnée de guides et de techniciens experts, et l'organisation d'un atelier didactique avec les enfants.

Processus d'institutionnalisation et financement

Processus de mise en œuvre de la politique

En 1995, à l'occasion de la visite d'un membre du conseil municipal de Salcedo à Arezzo, un accord de coopération décentralisée en matière de culture, de tourisme et de développement local a été signé.

Suite à cet accord, un premier projet de développement rural a été soumis à la Commission européenne en 1998, ouvrant la voie à une implication progressive des différents acteurs du territoire (comme le mouvement « Slow Food »).

En 2004-2005 la diversification des stratégies de commercialisation du café a été possible du fait de son introduction dans les canaux du commerce équitable et solidaire (Coletti 2008).

Pendant cette même période, la région de Toscane a financé le projet *La Route du café: promotion du tourisme dans la province de Salcedo*, en vue de créer des itinéraires touristiques dans la province de Salcedo, visant à promouvoir les cultures traditionnelles et à mettre en valeur le patrimoine culturel de la région.

Financement

La Région de Toscane a soutenu le projet *La Route du café* avec un financement de 165 000 euros (Ucodep 2005). Le projet mobilise différents acteurs et ressources, depuis la Fondation *Hermanas Mirabal*, rattachée à l'OTP et qui gère les fonds des microcrédits, jusqu'aux fonds du *Programme de Petites subventions* du PNUD.

Au projet *Route* sont venus s'ajouter d'autres projets spécifiques, menés dans le secteur du café et financés depuis 1998 avec des fonds de l'Union européenne et de la région de Toscane. Ces projets ont pour but de favoriser les capacités organisationnelles et productives du secteur du café, l'amélioration de sa commercialisation et la promotion de l'associationnisme entre les producteurs.

Principaux résultats et réalisation

Principaux résultats et obstacles

Principaux résultats et réussites

Parmi les principaux résultats de *La Route du café*, citons, en premier lieu, l'introduction d'une forme innovante de tourisme sur le territoire. Des itinéraires balisés ont été créés, la sécurité de 3 sentiers a été améliorée et les infrastructures d'hébergement touristique ont été rénovées tout au long du parcours.

Actuellement, *La Route du café* est un parcours permettant de profiter de quelques-uns des paysages naturels les moins pollués de la montagne en empruntant trois sentiers :

- Le sentier *El Cafetal*, qui traverse deux plantations de café *bajo sombra* (ombragées) typiques de cette région, et qui permet de connaître une partie du processus de la production du café, de sa culture jusqu'à la manipulation. Sur le parcours se trouve un petit Musée du Café qui abrite du matériel photo et des outils traditionnels.
- Le sentier de la *Confluencia* (2,8 km), qui doit son nom à l'union de deux rivières : Partido et Jamao. Peut être parcouru à pied, à cheval ou à dos de mulet, et offre une vision panoramique de la cordillère septentrionale.
- Le sentier *La Cueva*, dans la forêt tropicale, qui traverse la montagne et mène à une grotte pourvue de stalactites et stalagmites géantes.

Les touristes logent chez l'habitant (bénéficiaires du projet). Il faut signaler que le nombre de visiteurs, étrangers comme dominicains, augmente tous les ans.

En parallèle à d'autres projets de coopération interterritoriale, ce processus a contribué à la création de capital social dans la communauté de la montagne et à limiter son dépeuplement. Les interventions ont considérablement enrayeré l'exode de la campagne vers la ville, en améliorant la qualité de vie de la population rurale et en favorisant le développement local. À Arezzo, cette expérience a aidé à renforcer le projet de la *Strada del Vino*, en lui donnant davantage de visibilité et d'envergure.

Principaux obstacles

La principale faiblesse de l'expérience de *La Route du café* est liée au fait que les actions de développement rural mettent longtemps à donner des résultats. Ainsi, la présence d'acteurs locaux en mesure de permettre la continuité des politiques, est indispensable. La précarité institutionnelle qui caractérise la République dominicaine ne facilite pas ces expériences à terme, car les partenaires italiens deviennent souvent les référents stables, ce qui met en danger la durabilité réelle des projets.

Transposition ou adaptation de la pratique ailleurs

Des expériences similaires ont été mises en place dans d'autres territoires dominicains, avec des résultats intéressants de mise en valeur du territoire, de sensibilisation de la population locale aux problèmes environnementaux et de soutien des familles paysannes.

Les éléments clés pour la reproduction de la politique sont :

- l'amélioration qualitative des produits locaux ;
- la mise en valeur des identités locales ;
- l'échange des bonnes pratiques entre différents territoires ;
- et la création d'un lien direct entre le producteur et le consommateur, et d'un itinéraire de tourisme responsable favorisant la transformation du consommateur en citoyen responsable.

La politique constitue un important moteur pour le développement local. Dans ce sens, les caractéristiques essentielles pour sa reproduction sont les suivantes :

- la présence d'un potentiel productif typique ;
- une forte valeur paysagère du territoire ;
- une communauté locale consciente et active.

Un nouveau projet, financé par l'Union européenne, a vu le jour ces dernières années dans la municipalité de Bonao. La problématique du territoire de la *Loma* de Bonao est identique à celle de Salcedo, à savoir: le manque d'opportunités économiques et le dépeuplement résultant de la montagne.

Dans ce sens, l'action de Salcedo peut être qualifiée de projet pilote intéressant de coopération entre les territoires. Toutefois, les expériences dans ce domaine ont donné de meilleurs résultats en termes de processus là où les forces endogènes sont les plus puissantes, c'est-à-dire, là où la société civile et les associations de producteurs de café sont les plus actives. Ainsi la participation citoyenne est-elle indispensable pour reconnaître l'identité locale et le potentiel du territoire, et pour imaginer de futurs scénarios de développement local.

En savoir plus

Ce cas a été rédigé 2010 par l'architecte Carmelita Breccione Mattucci sous la supervision du Dr. Giovanni Allegretti du Centre des Études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal).

Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Page web: <https://www.uclg-cisd.org/>

Coordonnées: cisd1@uclg.org | +34 933 42 87 70

Références bibliographiques

Banco Mundial, 2009, *Republica Dominicana* en Datos Banco Mundial, Pais, <http://datos.bancomundial.org/pais/republica-dominicana> (31.01.2011).

Coletti, R., Marteles, S. & Stocchiero, A., 2008, *Arezzo e Salcedo. Dieci anni di cooperazione decentrata*. CeSPI and Ucodep.

Presidencia de la Republica, Consejo Nacional de Asuntos Urbanos (CONAU), 1999, *Lineamentos de políticas de desarrollo urbano para la ciudad de Salcedo*. CEUR/PUCMM, Santiago de los Caballeros. Secretariado tecnico de la Presidencia, Oficina Nacional de Planificación, 1980, *Plan de desarrollo del Cibao. Cibao Oriental, Sector Agropecuario*, Santo Domingo (electronic version).

Secretariado tecnico de la Presidencia, Oficina Nacional de Estadística (ONE), 1993, *VII Censo Poblacion y Vivienda*, Santo Domingo (electronic version).

Secretariado tecnico de la Presidencia, Oficina Nacional de Estadística (ONE), 2002, *VIII Censo Poblacion y Vivienda*, Santo Domingo (electronic version).

Ucodep, 2005, *Bilancio sociale 2004* (electronic version).

Ucodep, 2006, *Bilancio sociale 2005* (electronic version).

Ucodep, 2007, *Bilancio sociale 2006* (electronic version).

Ucodep, 2008, *Bilancio sociale 2007* (electronic version).

Ucodep, 2009, *Bilancio sociale 2008* (electronic version).

UNDP, 2007, *Descentralización y poder local en el desarrollo humano. El proceso de descentralización dominicano, ¿crea ciudadanía o fomenta el clientelismo y el caciquismo?* (electronic version).

UNDP, 2008, *Informe sobre Desarrollo Humano Republica Dominicana 2008* (electronic version).

UNDP, 2010, *Informe sobre Desarrollo Humano 2010* (electronic version).